



---

## La cyberadministration suisse, lettre d'information du 5 mars 2018

Mesdames, Messieurs,

L'année 2018 est la troisième année d'application de la stratégie de cyberadministration actuelle et du plan stratégique. Directement en début d'année, nous avons atteint un jalon important: eOpérations Suisse a lancé eDéménagementCH, son premier service, qui remporte un franc succès et fonctionne sans problème. D'autres étapes importantes pour les projets et les prestations stratégiques seront franchies dans les mois à venir: la création de l'organisation eOpérations Suisse en tant que société indépendante, l'adoption du message relatif à la loi e-ID, l'établissement des bases légales et techniques pour la création d'un service national des adresses, le développement d'eDéménagementCH et du vote électronique, et bien plus encore.

Nous nous réjouissons de continuer à vous informer en 2018 des nouveautés concernant le plan stratégique et la cyberadministration en Suisse et à l'étranger par le biais de notre lettre d'information.

La présente lettre d'information porte sur les thèmes suivants:

- Renouvellement de la stratégie suisse de cyberadministration dès 2020
- Étude nationale sur la cyberadministration 2017 : les principaux résultats en un coup d'œil
- Nouveau visage au sein de la direction opérationnelle
- Innovations 2017/2018 : répartition d'ici fin mars
- EasyGov.swiss: 3700 entreprises enregistrées
- eOpérations Suisse et eDéménagementCH : exploitation et développement stable
- Vote électronique: les Grisons et Glaris misent sur l'urne numérique
- Accès aux prestations électroniques des autorités : ateliers lors de l'eGovernment Symposium Romand
- Géoinformation : map.geo.admin.ch avec très haute appréciation en 2017
- Association eCH : 2017, une année productive
- Canton de Genève : lancement d'une consultation publique sur la politique numérique
- Canton de Lucerne : le Conseil d'État lance des mesures pour un «canton numérique»
- Canton de Saint-Gall : création d'une plateforme numérique pour le canton et les communes
- Ville de Zurich : renforcement de l'orientation vers les prestations et de l'efficacité de l'administration
- Identifiant des personnes unique : rapports relatifs au concept de sécurité
- Concours de cyberadministration : projets à soumettre d'ici au 13 avril 2018
- sedex : 10 ans déjà, et un succès grandissant
- Manifestation à ne pas manquer

---

### E-Government Suisse

#### Renouvellement de la stratégie suisse de cyberadministration dès 2020

Fin 2017, le comité de pilotage de la cyberadministration suisse a chargé la direction opérationnelle de

renouveler les bases de la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse. L'orientation stratégique, la base légale et le plan de mise en œuvre seront maintenant traités dans le cadre d'un processus coordonné entre la Confédération, les cantons et les communes. L'entrée en vigueur des documents de base est prévue pour début 2020.

### **Étude nationale sur la cyberadministration 2017 : les principaux résultats en un coup d'œil**

La cyberadministration suisse a publié la première étude nationale sur la cyberadministration en novembre 2017. Vous trouverez les principaux résultats et l'ensemble de l'étude sous <https://www.egovernment.ch/etude-nationale>.

### **Nouveau visage au sein de la direction opérationnelle**

La direction opérationnelle de la cyberadministration suisse a commencé l'année en accueillant un nouveau membre : Vanessa Eugster est entrée en fonction en janvier en tant qu'assistante de la direction opérationnelle. Elle travaille surtout dans le domaine de la communication. Depuis le début de cette année, Anna Faoro travaille à temps partiel.

[www.egovernment.ch/direction-operationnelle](http://www.egovernment.ch/direction-operationnelle)

---

## Plan stratégique

### **Innovations 2017/2018 : répartition d'ici fin mars**

Outre les projets et les prestations stratégiques, la cyberadministration suisse soutient également des projets d'innovation dans le cadre de son plan stratégique. Des autorités et d'autres organisations à but non lucratif ont fait parvenir leurs propositions de projets d'innovation jusqu'à fin février. Le comité de planification décidera de la répartition du soutien à l'innovation lors de sa séance mi-mars.

Vous trouverez des informations complémentaires à ce sujet sous <https://www.egovernment.ch/innovations>.

### **EasyGov.swiss : 3700 entreprises enregistrées**

Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a lancé le nouveau portail en ligne pour les entreprises début novembre 2017. Depuis, 3700 entreprises ayant leur siège en Suisse se sont enregistrées sur EasyGov.swiss et ont bénéficié d'informations ou de prestations. Le Secrétariat d'État à l'économie élargit l'offre des prestations en ligne pas à pas. D'ici à fin 2019, les entreprises pourront effectuer les démarches administratives les plus demandées sur le portail électronique.

Vous trouverez de plus amples informations sous [www.egovernment.ch/easygov-swiss](http://www.egovernment.ch/easygov-swiss) ou [www.easygov.swiss](http://www.easygov.swiss).

### **eOpérations Suisse et eDéménagementCH**

- **Exploitation stable** : l'exploitation d'eDéménagementCH se déroule sans problème depuis la reprise, en début d'année, de l'application par eOpérations. Jusqu'à 100 annonces de déménagement sont traitées chaque jour sur la plateforme commune eumzug.swiss.
- **Documents de projet et échange d'expériences** : eOpérations encourage l'échange d'expériences. À cet effet, elle met à disposition des documents utiles pour l'introduction d'eDéménagementCH et organise des rencontres pour échanger des expériences à ce sujet. Les collaborateurs des autorités intéressés peuvent envoyer un courriel à [eumzugch@sik.ch](mailto:eumzugch@sik.ch).
- **Développement d'eDéménagementCH en cours** : selon la planification actuelle, l'objectif d'introduire eDéménagementCH dans l'ensemble de la Suisse d'ici fin 2019 devrait être atteint. Vous trouverez une vue d'ensemble à ce sujet sous [www.egovernment.ch/edemenagementch](http://www.egovernment.ch/edemenagementch).

### **Vote électronique : les Grisons et Glaris misent sur l'urne numérique**

Le Grand Conseil grison a décidé à la mi-février de mener un projet pilote pour les élections et les votations par

voie électronique dans six communes jusqu'à 2020. D'ici à 2021, le vote électronique devrait être possible dans toutes les communes. Glaris souhaite offrir la possibilité de voter par voie électronique à tous les électeurs du canton à partir de 2019. Aucune phase pilote n'est prévue. Les deux cantons doivent encore choisir un système de vote électronique. À l'heure actuelle, huit cantons mènent des essais de vote électronique. Vous trouverez des informations complémentaires à ce sujet sous <https://www.egovernment.ch/vote-electronique>.

### Accès aux prestations électroniques des autorités

- **Ateliers lors du symposium romand de cyberadministration du 3 mai** : la conférence du réseau prévue dans le cadre du symposium romand de cyberadministration se tiendra au printemps. Les ateliers auront pour but d'améliorer l'accès aux prestations. Vous trouverez très prochainement le programme et le formulaire d'inscription concernant le symposium romand de cyberadministration sous <http://www.egovernment-symposium.ch/romand>.
- **Plus de visiteurs sur ch.ch : le portail a accueilli près de 11 millions de visiteurs en 2017**. Huit utilisateurs sur dix entre sur une page ch.ch grâce à une recherche Google. Vous trouverez d'autres chiffres à ce propos sous [www.blog.ch.ch](http://www.blog.ch.ch).

---

## Forum des responsables thématiques

### Géoinformation

- **Données brutes des adresses disponibles sous forme électronique** : les données brutes des adresses seront désormais mises à jour chaque semaine et accessibles en ligne gratuitement au format CSV. La validation se fait dans le cadre de la mise en œuvre de l'ordonnance révisée sur le Registre fédéral des bâtiments et des logements et de l'ordonnance sur les noms géographiques. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet sur [le site Internet de Swisstopo](#).
- **Le visualiseur de cartes map.geo.admin.ch n'avait encore jamais été autant apprécié** : le visualiseur de cartes du géoportail de la Confédération, map.geo.admin.ch, a pu établir un nouveau record avec 13 millions de visites en 2017. Le succès de service montre la demande croissante en matière de géodonnées dans notre société. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet sur [le site Internet de Swisstopo](#).

---

## Normalisation

### Association eCH: 2017, une année productive

L'année 2017 a été productive pour l'association eCH. Au total, 34 normes et documents auxiliaires ont été approuvés par le comité d'experts. Christian Dolf explique son engagement en tant que président du comité d'experts de l'association eCH dans cet entretien [vidéo](#) (en allemand). On peut notamment retenir que, selon ses mots, eCH l'accompagne dans chaque projet de sa carrière. L'article paru dans [la revue spécialisée «cadastre»](#) montre l'importance des normes pour le référencement des objets.

Vous trouverez davantage d'informations au sujet de l'association eCH sur <https://www.ech.ch>.

---

## Nouvelles de la Confédération, des cantons et des communes

### **Canton de Genève : lancement d'une consultation publique sur la politique numérique**

L'Etat de Genève élabore actuellement sa politique numérique. Celle-ci doit permettre à l'administration cantonale de s'adapter et à Genève de relever le défi numérique de façon exemplaire au service des citoyens et des entreprises. Une consultation publique en ligne est en cours jusqu'au 31 mars pour permettre à toute personne souhaitant contribuer de manière bienveillante à une politique numérique pour Genève de soumettre des propositions, des arguments ou de réagir aux propositions émises.

Vous trouverez de plus amples informations sur [le site de l'Etat de Genève](#) et pouvez joindre l'équipe projet à [politique.numerique@etat.ge.ch](mailto:politique.numerique@etat.ge.ch).

### **Canton de Lucerne : le Conseil d'État lance des mesures pour un «canton numérique»**

Dans le cadre du développement de l'organisation, le canton de Lucerne souhaite améliorer l'efficacité et le service à la clientèle en ce qui concerne l'accomplissement des tâches publiques. L'axe stratégique numérisation prévoit de contrôler, d'ici à novembre 2018, les prestations et les processus de l'administration cantonale et des tribunaux du point de vue de leur potentiel de numérisation. À partir de 2019, diverses mesures prioritaires seront mises en œuvre, notamment la mise à disposition d'une infrastructure de base pour la cyberadministration.

Vous trouverez de plus amples informations sur [le site Internet du canton de Lucerne](#).

### **Canton de Saint-Gall : création d'une plateforme numérique pour le canton et les communes**

Le canton de Saint-Gall continue d'étoffer son offre numérique. Il développe actuellement, en collaboration avec les communes, une plateforme commune, sur laquelle les citoyens et les entreprises pourront effectuer d'importantes démarches administratives. Le portail et les premières prestations devraient être lancés cette année.

### **Ville de Zurich : renforcement de l'orientation vers les prestations et de l'efficacité de l'administration**

La ville de Zurich veut être pionnière en matière de cyberadministration avec Mein Konto (mon compte). Après avoir créé leur compte sur un portail en ligne, les citoyens pourront accéder à divers services de la ville. Cela facilitera les démarches administratives sur Internet. L'administration bénéficiera elle aussi du regroupement des données sur le portail et pourra ainsi améliorer l'efficacité de ses processus.

Des informations supplémentaires sont disponibles dans [l'article de la Netzwoche](#).

---

## La cyberadministration en politique

### **Identifiant des personnes unique : rapports relatifs au concept de sécurité**

En février 2017, le Conseil fédéral a demandé l'élaboration d'un projet destiné à la consultation qui réglera l'utilisation du numéro AVS pour les démarches administratives. Les réserves formulées en ce qui concerne la protection des données seront prises en compte dans le cadre de ces travaux. Pour répondre à un postulat relatif au concept de sécurité en lien avec l'utilisation d'autres numéros d'identification, le Conseil fédéral a demandé un rapport séparé.

Vous trouverez le postulat sur [le site du Parlement suisse](#).

---

## International

### **Concours de cyberadministration : projets à soumettre d'ici au 13 avril 2018**

En 2018 aussi, l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse sont à la recherche, dans le cadre d'un concours commun, de projets de numérisation exemplaires menés dans l'administration publique. Les projets peuvent être soumis dans une parmi six catégories. Le délai de participation est fixé au 13 avril 2018. Les finalistes pourront présenter leur projet devant un jury à la mi-mai.

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet sur [www.egovernment-wettbewerb.de](http://www.egovernment-wettbewerb.de).

### **Allemagne : délai controversé pour la mise en œuvre de la loi sur l'accès en ligne**

En 2017, l'Allemagne a adopté la loi sur l'accès en ligne (OZG). En vertu de cette loi, l'État fédéral et les Länder sont obligés de lier leurs portails administratifs à un portail collectif, et de mettre en ligne, dans les cinq ans, toutes les prestations qu'ils proposent. Les communes ne sont pas concernées par cette obligation. C'est l'une des raisons pour lesquelles le délai de cinq ans est remis en question.

Des informations supplémentaires sont disponibles dans [l'article du Behördenspiegel](#).

---

## Manifestations

### **Rétrospective**

#### **sedex : 10 ans déjà, et un succès grandissant**

L'OFS a fêté les dix ans de la plateforme sécurisée sedex le 10 janvier 2018 à Berne. Plus de 120 personnes représentant des offices fédéraux, des cantons et des entreprises informatiques ont assisté à la manifestation. Des informations supplémentaires sont disponibles sur la [plateforme sedex-service](#).

### **Perspective**

#### **Swiss eGovernment forum 2018 : transformation numérique**

L'administration publique doit répondre à des exigences croissantes quant à la numérisation de ses processus pour qu'elle-même, les citoyens et les entreprises puissent tirer profit des avantages du monde numérique. Le Forum de la cyberadministration suisse 2018 présente des solutions et des exemples d'autorités ayant déjà sauté le pas de la numérisation avec succès ou qui sont en bonne voie.

Vous trouverez le programme de la manifestation sur [www.infosocietydays.ch](http://www.infosocietydays.ch).

#### **18e séminaire d'informatique juridique de Macolin les 19 et 20 mars 2018**

Cette année encore, le séminaire d'informatique juridique de Macolin vous permettra de vous informer des évolutions et des tendances actuelles dans le domaine de l'informatique juridique. Il portera notamment sur les thèmes de l'identité électronique, de l'introduction de la technologie blockchain dans l'administration publique, des actes authentiques et des registres électroniques et de l'eJustice en Suisse et en Europe. Toutes les présentations seront traduites simultanément en allemand et en français. Le séminaire d'informatique juridique de Macolin est organisé par l'Office fédéral de la justice (OFJ), en collaboration avec l'association eJustice.CH.

Vous trouverez le programme de la manifestation et le formulaire d'inscription sur [le site internet de l'Office fédéral de la justice](#).

### **Agenda**

- [Swiss eGovernment Forum](#), 6 et 7 mars 2018, Berne
- [eGovernment Symposium Romand](#), 3 mai 2018, Lausanne
- [18e séminaire d'informatique juridique de Macolin](#) les 19 et 20 mars 2018
- [Blockchain Forum](#), 20 mars 2018, Zurich
- [eGov Fokus 1/2018](#), 1er juin 2018, Berne
- [SGVW journée d'automne](#), «administration numérique», 3 septembre 2018, Berne

- [Journée du digital](#), dans toute la Suisse, 25 octobre 2018

---

**Direction opérationnelle E-Government Suisse**

Unité de pilotage informatique de la Confédération UPIC, Schwarztorstrasse 59, CH-3003 Berne  
[info@egovernment.ch](mailto:info@egovernment.ch), [www.egovernment.ch](http://www.egovernment.ch), Tél. +41 (0)31 324 79 21, Fax. +41 (0)31 322 45 66

